

Les crédits

compétitif au XXI^e siècle. Ce plan comportait un programme de réduction du déficit. Fait à signaler, depuis que je siége ici, nos amis d'en face se sont opposés à toutes les mesures de réduction du déficit sans exception, eux qui sont depuis peu devenus les apôtres de la réduction du déficit. Intéressant, n'est-ce pas?

Ils se sont opposés à la restructuration fiscale qui, bien que pénible, a rendu nos fabricants canadiens plus compétitifs. Ils ont beau railler maintenant, le fait demeure qu'ils se sont opposés à la restructuration sans avoir eux-mêmes la moindre idée à proposer.

Ils se sont opposés aux nouveaux accords commerciaux qui ont ouvert des débouchés pour nos exportations. Au Canada, 25 p. 100 des emplois sont tributaires de l'exportation; aussi faut-il pouvoir exporter quelque part. Les députés d'en face se débarrasseraient de nos divers accords commerciaux—j'ignore comment ils se proposent de faire du commerce sans eux.

La privatisation et la réduction de la taille du gouvernement: les députés d'en face se sont opposés à toutes ces mesures, pourtant ce sont elles qui ont permis de faire en sorte que 60 000 à 70 000 personnes ne touchent plus des salaires payés par les contribuables canadiens.

Les programmes d'adaptation industrielle: manifestement, les changements structurels apportés à l'économie ont des répercussions directes sur les gens. C'est pourquoi le gouvernement a adopté la stratégie de mise en valeur de la main-d'oeuvre, dont les éléments, encore une fois, ont soulevé l'opposition des députés d'en face, mais cette stratégie a remplacé une méthode passive qui consistait à accorder des prestations d'assurance-chômage par une méthode active qui fournissait non seulement un soutien provisoire aux gens, mais aussi des possibilités de formation pour qu'ils puissent acquérir des compétences adaptées aux emplois du XXI^e siècle.

Maintenant, ces programmes ont pour objectif d'améliorer la productivité. Je viens de citer un chiffre, il y a un instant, qui montre combien la productivité canadienne a augmenté. Cela signifie augmenter notre compétitivité pour pouvoir saisir les occasions qui s'offrent à nous.

Cette stratégie donne manifestement de bons résultats lorsqu'on considère l'augmentation des emplois—il y a 118 000 personnes de plus qui ont un emploi aujourd'hui au Canada par rapport à l'année dernière. Il est évident

que c'est efficace. C'est un des effets de l'augmentation des excédents commerciaux. Je suis certain que les députés d'en face, après mûre réflexion, se rendront compte que ces initiatives ont vraiment été très efficaces.

Monsieur le Président, si vous me le permettez, dans le peu de temps qu'il me reste, je voudrais parler plus précisément du secteur commercial et de certaines des initiatives prises par le gouvernement, de leurs répercussions et de l'orientation que nous prenons.

Les accords commerciaux fournissent des débouchés. Des résultats sont obtenus quand les sociétés, les entreprises et les travailleurs profitent de ces débouchés. Et si on songe à l'Accord de libre-échange et qu'on évalue ses résultats, et si on pense au potentiel que nous offre l'ALENA, alors il faut les considérer pour ce qu'ils sont et non pour ce qu'ils ne sont pas. Nous ne pouvons user de stratagèmes et essayer de terroriser les Canadiens.

Je me rappelle qu'en 1988 les libéraux et les néo-démocrates ont dit à tout le monde qu'on allait perdre l'assurance-maladie et bien d'autres choses. Eh bien, devinez quoi? Quatre ans et demi plus tard, quel est le bilan de l'Accord de libre-échange? Nos exportations ont augmenté de manière spectaculaire, et nous avons toujours l'assurance-maladie et nos programmes sociaux. Et quoi encore? L'Accord de libre-échange ne doit pas être confondu avec la récession en ce qui concerne les conséquences pour l'économie. À bien des égards, la récession a ravagé notre économie. Reconnaissons-le, mais n'essayons pas de dire, comme j'ai entendu des députés le faire: «Les pertes d'emplois n'ont rien à voir avec la récession, c'est tout de la faute au libre-échange.»

• (1525)

Plus tôt aujourd'hui, en réponse à un de mes collègues, j'ai cité quelques éminents spécialistes, mais pour l'édification des députés libéraux, puisque j'en vois un certain nombre ici, je voudrais citer une des sources libérales les plus fiables du pays, le *Toronto Star*. Qu'est-ce qu'il disait de l'Accord de libre-échange? On pouvait lire, dans le *Toronto Star* du 7 février 1993: «Loin d'avoir créé la récession, l'ALE en a amorti les effets. La récession est mondiale et elle coïncide avec une restructuration fondamentale de l'économie mondiale. Les critiques attribuent trop souvent les effets de la récession et de la restructuration aux démons de l'ALE, alors que sans lui et sans l'augmentation des exportations qu'il a produite, la réces-